

Mot du rédacteur

LE QUINZIÈME NUMÉRO DE l'*Observateur international de la productivité*, publié par le Centre d'étude des niveaux de vie, renferme cinq articles. Voici les sujets traités : la réglementation des marchés de produits et la convergence de la productivité dans les pays de l'OCDE et les répercussions pour le Canada; l'incidence de la migration interprovinciale sur la productivité et la production au Canada; le lien entre la productivité et la consommation soutenable dans les pays de l'OCDE; la croissance de la productivité dans les industries chinoises; et la mesure du capital intangible.

Les économistes admettent de plus en plus que la réglementation des marchés de produits qui a des effets contraignants sur les forces de la concurrence peut faire obstacle à la croissance de la productivité. Dans le premier article, **Paul Conway** et **Giuseppe Nicoletti**, de l'OCDE, présentent une analyse détaillée du lien qui existe entre la réglementation des marchés de produits et la productivité du travail dans les pays de l'OCDE depuis 1980, et ils en abordent les répercussions pour le Canada. Selon ces auteurs, les pays dont la réglementation des marchés de produits a été la moins contraignante au cours de la période 1980-1995 ont eu tendance à afficher la plus forte accélération de la croissance de la productivité après 1995.

Ces auteurs signalent que, comparativement aux États-Unis, le Canada présente une réglementation plus restrictive dans le domaine de l'électricité, du transport aérien, de la distribution au détail et des services professionnels. Ils en viennent à la conclusion que la croissance annuelle de la productivité du travail au Canada pourrait s'accélérer de 0,5 à 1,0 point si le Canada réformait les derniers vestiges de sa réglementation anticoncurrentielle sur les marchés de produits pour l'adapter à celle des pays les plus libéraux de l'OCDE dans chacun des secteurs en question. Compte tenu que la croissance annuelle de la productivité du travail n'atteint en moyenne que 1 % depuis 2000, une telle amélioration de la productivité serait énorme.

Depuis 2003, la migration interprovinciale a augmenté de 50 % au Canada. Dans le deuxième article, **Andrew Sharpe**, **Jean-Francois Arsenault** et **Daniel Ershov**, du Centre d'étude des niveaux de vie, élaborent une méthodologie destinée à appréhender l'incidence de la migration interprovinciale sur la production et la productivité au Canada pour la période 1987-2006. Les gains de productivité attribuables à la migration interprovinciale découlent en grande partie de la réaffectation des travailleurs occupés des provinces à faible productivité vers les provinces à productivité plus élevée. De plus, l'accroissement de l'emploi imputable au déplacement des personnes en chômage dans les provinces présentant des occasions d'emploi limitées vers des provinces à plus fort potentiel d'emploi a aussi pour conséquence de faire grimper la production.

D'après les auteurs, la contribution de la migration provinciale à la croissance de la production et de la productivité, même si elle est minime en chiffres absolus, augmente depuis quelques années sous l'impulsion d'une forte migration vers l'Alberta, province à productivité élevée. En 2006, la migration a ajouté 883 millions de dollars (en dollars de 1997) (ou 1 966 millions de dollars en dollars courants) au PIB, soit 100 millions de dollars de plus (en dollars de 1997) qu'en 2003. Cela représentait 0,074 % du PIB en 2006. Près de la moitié des gains de production provenaient de la réaffectation des travailleurs occupés et l'autre moitié, de

l'accroissement de l'emploi. Pour ce qui est de la croissance de la productivité du travail, un pourcentage de 0,02 point ou environ 2 % de cette croissance au cours de la période 1987-2006 pourrait s'expliquer par la migration interprovinciale. À cause de diverses raisons examinées dans l'article, il est probable que ces chiffres sous-estiment l'incidence véritable de la migration interprovinciale sur la production au Canada.

Il est bien connu que la croissance de la productivité est le principal déterminant à long terme des niveaux de vie. Toutefois, divers facteurs jouent sur le lien entre la productivité et les niveaux de vie ou la consommation, surtout entre le court et le moyen terme. Dans le troisième article, **Dean Baker** et **David Rosnick**, du Centre for Economic and Policy Research, Washington (D.C.), apportent à la mesure classique de la croissance de la productivité du travail quatre corrections destinées à nous présenter une mesure de ce qu'ils appellent une « consommation soutenable ». Ils calculent d'abord une mesure de la productivité nette en corrigeant la productivité brute des variations de la part de la dépréciation de la production. Puis ils utilisent l'IPC comme facteur de déflation de la production nette afin d'obtenir une mesure de la consommation exprimée sous forme de pouvoir d'achat. Enfin, ils corrigent l'effet sur la productivité qu'entraînent les variations du déficit du compte courant et la part des investissements nets dans la production.

Les auteurs présentent des estimations des taux de croissance de la productivité et des mesures de la consommation soutenable pour 14 pays de l'OCDE pour les périodes 1980-1995 et 1995-2005. Ils constatent l'existence d'un vaste écart entre la mesure conventionnelle de la croissance de la productivité du travail et celle de la consommation soutenable aux États-Unis pour les deux périodes, situation en grande partie attribuable à la plus forte hausse de l'IPC que du déflateur du PIB. En revanche, dans les autres

pays de l'OCDE, l'écart entre la croissance de la productivité et de la consommation soutenable a été en moyenne peu élevé.

La Chine est sans contredit le plus beau cas de réussite économique des 25 dernières années. Depuis 1980, la croissance du PIB réel a atteint en moyenne 10 % par année, ce qui est exceptionnel en soi. Dans le quatrième article, **Harry X. Wu**, Université polytechnique de Hong Kong, nous présente une analyse détaillée de la croissance de la productivité industrielle en Chine, grâce à une vaste base de données sur la productivité qu'il a lui-même réunies.

L'auteur constate que la croissance de la productivité du travail dans les industries chinoises pendant les années 80 et 90 a été en grande partie stimulée par les investissements et que la croissance de la productivité multifactorielle a été médiocre, voire négative dans la plupart des industries. Mais depuis 2000, la croissance de la productivité du travail et la croissance de la productivité multifactorielle ont littéralement pris leur envol. La croissance de la productivité du travail a atteint 17,5 % par année et celle de la productivité multifactorielle, 12,9 % par année, au cours de la période 2000-2005, comparativement à seulement 5,4 % et -0,1 % respectivement pour la période 1980-2000. Wu attribue cette performance extrêmement impressionnante à une intervention moindre de l'État, à une plus grande concurrence internationale et à une augmentation des investissements étrangers imputables en partie à l'accession de la Chine à l'OMC.

La définition de ce que les économistes appellent des biens, c'est-à-dire la question de frontière, est en constante évolution. Ainsi, à la fin des années 90, les dépenses en logiciels ont été capitalisées dans les comptes nationaux, et les dépenses de R-D le seront bientôt. Dans le cinquième et dernier article, **Paul Schreyer**, de l'OCDE, examine un récent ouvrage du NBER intitulé *Measuring Capital in the New Economy* (mesure du capital dans la nouvelle économie),

publié sous la direction de Carol Corrado, John Haltiwanger et Daniel Sichel. L'auteur indique que cet ouvrage apporte une vaste contribution au domaine de la mesure du capital, en développant la notion de capital intangible, qu'on définit comme toute utilisation de ressources diminuant la consommation courante afin d'augmenter la consommation future. Cette

vaste définition inclurait le capital intellectuel et humain de même que le capital organisationnel. Les investissements fixes des entreprises dans les intangibles auraient été de l'ordre de 12 trillions de dollars aux États-Unis à la fin des années 90, et l'inclusion du capital intangible parmi les facteurs de production entraîne d'importantes répercussions sur la mesure de la productivité.